Atelier Participatif
Renforcer le volet économie durable du Plan Climat

Notes et recommandations formulées par les acteurs du territoire



Le 11 juin 2026, un atelier participatif a rassemblé une vingtaine d'acteurs économiques et institutionnels du territoire autour de la question de l'économie durable et du Plan Climat de la Ville de Bruxelles. Trois thématiques ont été discutées en sous-groupes, en partant des constats, pour identifier des pistes d'actions et solutions qui permettront d'accélérer la transition et de renforcer le volet économie du Plan Climat.

Cette note reprend les différents sujets qui ont été discutés lors de l'atelier participatif. Les échanges ont permis de mettre en avant une série de pratiques déjà existantes qui manquent surtout de visibilité, des liens et synergies à renforcer entre les acteurs privés et institutions publiques, et des projets à tester ou déployer davantage sur le territoire.

Les présentes recommandations alimenteront la prochaine mise à jour du volet territoire du Plan Climat de la Ville de Bruxelles.

Constats & recommandations

Enseignement transversal qui est revenu dans toutes les discussions :
Les échanges montrent que **les solutions existent déjà en grande partie**, mais que leur impact reste limité.

Dans les trois sous-groupes, un constat revient de manière constante :
L'écosystème de l'économie durable existe mais reste peu visible, peu coordonné et difficilement accessible.
Cela se traduit par :

- Une faible connaissance des initiatives existantes
- Une dispersion des aides et dispositifs
- Un manque de collaboration entre acteurs publics et privés

Le principal levier n'est pas uniquement de créer de nouveaux projets, mais surtout de connecter et amplifier ce qui existe déjà.

Cela peut se faire en concentrant l'action sur :

- La **communication** pour rendre les pratiques exemplaires visibles et accessibles,
- La **coordination** entre les différents niveaux de pouvoir pour éviter les doublons et permettre de toucher les acteurs et secteurs jusqu'à l'échelon local,
- La **mutualisation** pour optimiser les ressources,
- Les **incitants économiques** pour déclencher et accélérer l'action,
- Les **marchés publics** comme outil structurant majeur,
- Les **collaborations entre acteurs privés et institutions publiques** comme levier prometteur d'accélération de projets climatiques ambitieux.

Grille de lecture : Ce document rend compte des échanges de trois sous-groupes thématiques. Le document est structuré de façon systématique, pour plus de clarté :

Question abordée

- *Constat*
    - Recommandations et solutions possibles

Thème 1 : Economie Durable

Volet PC – Soutenir l'économie d'usage, l'économie circulaire et les services de mutualisation

Questions abordées :

- Comment généraliser l'**économie de l'usage et du partage** ?
- Quels leviers pour assurer que le **réemploi** soit **effectif à Bruxelles** et soit vecteur d'activités et d'emplois ?
- Quelles **pratiques circulaires** manquent le plus ?

- *Le partage et la mutualisation entre les différents acteurs sont trop peu développées aujourd'hui. Les solutions de partage ne sont pas assez connues sur le territoire.*
    - Accompagner le changement de comportement, montrer le partage de valeur et les projets qui fonctionnent : partage et communautés d'énergie, travailler ensemble coworking, hub de mobilité pour les livraisons du dernier kilomètre, etc.
    - Développer des co-usages entre sociétés actives dans la décarbonation de la région (partage de biens, coworking, échanges sur les compétences et les leviers d'action). Exemples inspirants d'entreprises actives dans le partage : Cambio, Snappies, etc.
    - Partager les différents équipements en les mettant en commun entre citoyens, plutôt que chacun achète de son côté (ex : salles, équipements électroniques, vidéoprojecteurs, voitures, …). Liste des plateformes existantes (Hoplr, Getaround, Cozywheels, etc.)
    - Mettre en place un bonus réparation
    - Idée de projet inspirant : Gronstoffenstation Rotterdam où les magasins amènent leurs invendus/déchets dans un bâtiment, géré par les quartiers où ils récupèrent tout (cartons, légumes si encore récupérables) et essayent de les revendre derrière > tout ce qui est vendu revient au quartier → Création de plateformes, de groupes de commerçants pour mutualiser les ressources restantes à la fin de la journée.

- *Les espaces pour le développement d'ENT (Espace Numérique de Travail) de production sont trop limités ou trop chers (Ex : Circularium). Il manque de commerces et structures locales pour mettre à disposition plus de pratiques circulaires à disposition les citoyens. Les structures existantes ont difficile de trouver un équilibre économique (grande fragilité au niveau budgétaire)*

    - Pousser à la mutualisation de nombreuses choses : outil-thèque, matériau-thèque, bébéthèque, local de matériel de sport commun pour différentes structures (prêt de matériel)
    - Soutien de la Région : mise à disposition des lieux à coût moindre pour attirer et créer de l'activité économique (attention parfois à l'inadéquation des lieux proposés par rapport aux besoins) ou soutien de l'activité via des appels à projets
    - L'arrivée de structures plus grandes et solides dans ces zones pourrait aider (ex en France avec Poppins, une application de location de d'objets à l'échelle du quartier)

- *Manque de mutualisation de l'énergie entre différents acteurs (photovoltaïque, chaleur fatale, géothermie …)*
    - Partager le surplus d'énergie photovoltaïque entre voisins et via des communautés d'énergie pour limiter la congestion (se fait déjà à petite échelle, mais plusieurs leviers sont en train d'être levés, au niveau de Sibelga notamment, et cela va accélérer la mise en place de ces partages)
    - Mutualiser les sources de production de chaleur décarbonées à travers des réseaux de chaleur

- *Manque de sensibilisation au réemploi des entrepreneurs et artisans, qui ne proposent pas cet aspect dans leurs services par défaut. / Manque d'obligations pour les entreprises lors des appels d'offres, avec trop peu de contraintes (notamment environnementales)*
    - Mieux en parler et communiquer dessus ; faire le lien avec Bruxelles Formation ; rendre les formations sur ces sujets plus accessibles
    - Déconstruire les aprioris « ce n'est pas encore assez développé donc impossible à mettre en place pour l'instant » ; Montrer les business models qui fonctionnent, qu'on n'en n'est plus aux balbutiements : Rotor, BC etc. existent depuis des années et fonctionnent. Mettre en avant ces business models qui marchent aujourd'hui pour montrer que c'est possible ; convaincre un public différent, changer le narratif
    - Intégrer des critères de réemploi comme critère par défaut dans les cahiers des charges de marchés publics par exemple, afin de rendre le réemploi plus systématique (Ex : récupération pierres tombales, eau de chantier, béton recyclé, etc.). Poser des règles dès la conception.
    - Soutenir l'implantation de ces nouvelles activités ou structures

Thème 2 : Entrepreneuriat local

Volet PC - Promouvoir et soutenir l'économie locale en circuit court

Questions abordées :

- Comment la Ville de Bruxelles peut-elle mieux soutenir **l'artisanat local et la production "Made in Brussels"** via ses activités, marchés publics ou ses centres d'entreprises ?
- Quelles **innovations climatiques** peuvent être testées et développées sur le territoire ?
- Comment mobiliser et soutenir les **commerçants et le secteur Horeca** dans leur durabilisation ?

- *Favoriser les actions « Made-in » pas assez connues sur le territoire, afin d'attirer un public différent pour ces projets*
    - Projet inspirant d'Agriculture durable – Made in Anderlecht (shop avec des produits artisanaux et alimentaires 100% Made in Anderlecht) – Le concept fonctionne bien et peut servir d'inspiration pour d'autres communes bruxelloises

- *Les personnes en contrat emploi d'insertion (article 60) sont parfois mal vues de l'extérieur, or elles font partie de la solution pour le développement de nouvelles filières durables*
    - Changer la perception de ce dispositif et sensibiliser plus efficacement au dispositif de l'article 60
    - Faire des bilans de compétences, organisationnels ou des bilans individuels pour les personnes sous ce contrat
    - Mettre en place des ateliers d'accompagnement avant et après le contrat pour les personnes sous article 60

- *Manque de dispositifs pour limiter le gaspillage alimentaire à Bruxelles ; manque de contraintes ou incitants pour limiter ce gaspillage ; problématique de la gestion des déchets alimentaires derrière*
    - Projet inspirant : Collecte des déchets comme STALEM avec des collectes en porte à porte
    - Travail en amont pour réduire les déchets (sensibilisation, ateliers, …)
    - Système de collecte des déchets alimentaires / réseau des gobelets réutilisables
    - Systématiser les incitants ou réductions pour amener son propre contenant pour les achats alimentaires

    - Travail mené par Les Cuisines Bruxelloises et les écoles de la Ville de Bruxelles afin de réduire le gaspillage alimentaire dans ces infrastructures

- *Difficile de mobiliser les commerçants s'ils n'ont pas intégré la durabilité dans leur business model de base, c'est compliqué de leur faire apporter les modifications nécessaires pour inclure la durabilité / Difficile de définir la notion d'artisanat local ; Il y a eu la création d'un label fédéral « Artisan certifié » mais il n'y a pas vraiment d'avantages à se faire labelliser (n'attire pas et pas de réelle plus-value derrière) et cela nécessite beaucoup de démarches à faire, ce qui décourage les commerçants*
    - Redéfinir les critères de labellisation pour avoir des conditions plus claires, comme avoir son atelier dans son espace de vente (Exemple à Paris)
    - Ajouter plus d'avantages au label fédéral « Artisan » afin de le rendre plus attractif et plus avantageux pour les commerçants
    - Incitants plus importants pour motiver les commerçants à se faire labelliser
    - Prévoir surtout des moments d'échange entre commerçant d'un même quartier, pour permettre une meilleure circulation de bonnes pratiques et échanges

- *Plein de commerçants ne se sentent pas concernés ou responsables vis-à-vis de la crise climatique, et ne voient que des impacts négatifs s'ils modifient leur business model (changement de clientèle, diminution de leur chiffre d'affaires, prise de risque)*
    - Communiquer et mettre en place plus de formations et de conseils à disposition des commerçants, en les rendant facilement accessibles (soutien financier notamment)
    - Mettre en avant les exemples de commerçants engagés
    - Mettre plus en avant les incitants économiques existants pour pousser les commerçants à agir
    - Pousser les entreprises à proposer de nouveaux modèles d'affaire (plus inclusifs), et ce dès la conception du business model (par exemple via l'accompagnement d'Entreprendre Bruxelles)

Thème 3 : Secteur privé

Volet PC – Les entreprises du territoire contribuent aux objectifs climatiques

Questions abordées :

- Quelles **solutions durables les entreprises peuvent-elles co-développer avec la Ville de Bruxelles** ? > Faire émerger des idées de collaborations territoriales/partenariats, les secteurs émergents les plus prometteurs (énergie, réemploi, alimentation durable, logistique, etc.).
- Comment inciter les entreprises à obtenir une **labellisation environnementale** (Entreprise Éco-dynamique, Clé Verte) ? Existe-t-il d'autres outils de valorisation et mise en avant des entreprises qui intègrent la durabilité dans leurs activités et modèle économique ?

- *Certaines zones ne sont pas attractives pour les nouvelles entreprises ou jeunes startups (avec des freins logistiques ou manques d'intérêts financiers). Que peut-on faire ?*
    - Augmenter l'attractivité en améliorant la réglementation : avantages fiscaux pour attirer les entreprises dans certaines zones (ex : le long du canal), création de zones franches, etc.
    - Mettre à disposition des espaces où le loyer dépend du niveau de durabilité (exemplarité Citydev)
    - Offrir des solutions de maillage logistique (hub) pour attirer les entreprises à s'implanter. Il faudrait développer un réseau de logistique attractif pour attirer les entreprises : flotte moderne et électrique → Beaucoup d'exemples qui marchent au Pays-Bas, où ils sont en avance par rapport à la Belgique

- *Manque de temps et de moyens dans les entreprises pour s'améliorer sur d'autres aspects que ceux de leur activité principale. Elles font face à plein de crises en cascade (énergie, approvisionnement) et n'ont pas forcément la capacité, les moyens ou le temps de se projeter sur d'autres aspects (« Tête dans le guidon »)*
    - L'environnement et la transition durable doivent être mis en avant en tant que leviers de résilience face à ces différentes crises
    - Mettre plus en avant ces efforts de transition des structures comme un argument de compétitivité en temps de crises, permettant d'accéder à plus de marché et permettant d'avoir une meilleure image (montrer que le temps et les moyens mis en place seront bénéfiques pour l'entreprise dans le futur)

    - Améliorer la communication sur les leviers ou les aides publiques permettant de gagner du temps ou d'économiser des moyens pour agir. Ex. avec les facilitateurs de Bruxelles Environnement. Les facilitateurs sont disponibles mais les acteurs ne le savent pas. Ils peuvent accompagner les acteurs et ainsi leur faire gagner du temps, mais aussi optimiser leurs moyens à disposition.

- *Trop de labels et de certifications existent, les commerçants se perdent et ne savent plus lesquels sont vraiment utiles, moins utiles, ceux qui les concernent ou non, certains sont trop compliqués à obtenir, …*
    - Mieux définir ce que permet chaque label et à quoi il correspond (ne pas disperser ce qu'on labellise)
    - Ajouter plus d'avantages à se faire labelliser (accès à certaines marchés publics en particulier par exemple).
    - Utiliser des labels d'exemplarité pour favoriser certains acteurs ou entreprises → Primes à l'investissement ou autres aides si on possède les labels, rendant celui-ci plus avantageux pour les entreprises le possédant

- *Problème de cloisonnements internes entre les services et entre les différents niveaux de pouvoir et acteurs (notamment sur les labels). Comment éviter de dédoubler les efforts ? / Manque de lisibilité du côté des entreprises sur les leviers, les aides et les interlocuteurs mis à disposition par les pouvoirs publics pour les aider (dilution des moyens régionaux et communaux)*
    - Rendre les choses plus claires et plus simples au niveau des compétences et des contacts entre la Région et les communes (Ex : qui contacter et qui fait quoi entre Bruxelles Environnement, Hub.brussels, Entreprendre Bruxelles, etc.)
    - Amplifier les projets conjoints entre la Région et les communes, afin notamment d'éviter de dédoubler les efforts : mesures conjointes, et création de synergies dès le début de projets avec compétences communes.
    - Collaboration avec la Région et les labels : par exemple la Région pourrait labelliser et la Ville de Bruxelles mettrait en lumière les entreprises qui ont obtenu ces labellisations
    - Pour développer davantage les partenariats publics-privés, les entreprises ont un rôle de pousser les communes à aller de l'avant et à entreprendre des projets, et en leur faisant remonter les besoins sectoriels et les projets à co-développer ensemble

- Rendre plus accessibles certains outils ou certaines formations de la Région à destination des communes

